

# LE ROLE DU FMI EN AFRIQUE

A. Omrana

C.A.E.M. - Dakar

---

## 1. Introduction

En 1966, la plupart des pays africains sont devenus membres du FMI. A cette époque, les besoins de financement du jeune continent étaient importants et l'assistance financière internationale avait joué un rôle non négligeable dans le développement de ces pays. Les sources de financement à long et moyen termes ne tarissaient pas et les discussions portaient presque exclusivement sur l'aide étrangère et son impact sur le développement. Des projets ambitieux et souvent spectaculaires ont été réalisés des réformes économiques et sociales devaient répondre à l'aspiration au bien-être collectif. Les modèles de développement qu'inspirent des idéologies étrangères à l'Afrique ont été également expérimentés.

A ce jour, on ne peut pas dire qu'il existe un seul pays africain qui ait assuré son décollage économique. Certes, des progrès sociaux non négligeables ont été obtenus, mais le progrès, en termes de développement économique durable, reste insuffisant. Bien plus, le sous-développement de l'Afrique est devenu chronique et sa dépendance s'est aggravée.

Des événements survenus au cours des années 70 ont non seulement aggravé ces problèmes et mis en évidence la forte dépendance de l'Afrique et l'échec de ses politiques de développement *mais* ont également provoqué un recours massif à l'assistance étrangère pour faire face à des déséquilibres fondamentaux des économies nationales; l'inflation, le sous-emploi, les déséquilibres du budget et des paiements deviennent des problèmes prioritaires auxquels il fallait faire face (cf. tableau statistique d'ensemble en Annexe). Mais au lieu de donner la priorité à l'ajustement, les pays africains, dans leur majorité (et ceci est surtout valable dans la décennie 60 et jusqu'en 1973), ont préféré recourir à l'emprunt extérieur pour couvrir le besoin de financement de leurs économies respectives. L'abondance des liquidités internationales et les perspectives économiques prometteuses de ces pays ont favorisé et stimulé cette tendance.

Des politiques économiques expansionnistes traduisaient une volonté politique déterminée à mettre en valeur les ressources et les potentialités économiques existantes. De nombreux projets dont l'utilité économique n'était pas toujours justifiée et dont la rentabilité était incertaine, ont été réalisés. Ce développement s'est par ailleurs accompagné d'une large ouverture sur l'économie mondiale qui, à travers le flux de biens, de services et de capitaux est devenue la courroie de transmission des problèmes économiques extérieurs. L'endettement excessif provoqué par le recours démesuré à l'exté-

---

rieur a coïncidé avec deux chocs pétroliers et une longue récession mondiale qui a plongé les économies africaines dans la stagnation. La détérioration des termes de l'échange et les déséquilibres monétaires et financiers internationaux ont aggravé les déséquilibres internes qui ont rendu l'ajustement inéluctable.

C'est en situation de sous-développement et de déséquilibres que l'Afrique s'adresse aux organismes financiers privés et au FMI, en quête de ressources, et c'est dans ce contexte qu'il faut apprécier le rôle du Fonds en Afrique.

## 2. Le poids de la crise économique internationale

Comme il apparaît en filigrane de cette présentation liminaire, l'analyse des problèmes économiques et financiers des pays africains ne peut que souligner le rôle des facteurs externes dans l'aggravation de ces problèmes. En effet, les économies africaines sont largement tournées vers l'extérieur au double niveau des flux commerciaux et financiers; c'est ainsi par exemple, que le niveau de l'activité économique dépend dans une large mesure de la demande extérieure d'exportation: toute fluctuation de cette demande a un impact direct sur l'activité interne (cf. Tableaux n. 1 et 1-bis de l'Annexe). Au cours des années 70, cette demande a souffert de certains événements survenus sur la scène économique et financière internationale, il s'agit: du ralentissement draconien de la croissance du PIB et du commerce mondial, des niveaux sans précédent de l'inflation, de l'effondrement du système des taux de change fixe, et des chocs des prix du pétrole<sup>1</sup>.

Les pays développés ont réagi à ces événements en adoptant des politiques monétaires et économiques restrictives qui ont entraîné une baisse de l'activité économique mondiale et un protectionnisme croissant. Bien que l'inflation se soit ralentie dans de nombreux pays industrialisés (7% en 1982 et 5% prévu en 1984), ce résultat a été obtenu au prix d'une perte de production et d'un accroissement du chômage: le taux de chômage moyen était estimé à 8,5% en 1983 mais pourrait dépasser 10% dans certains pays. Le ralentissement continu de la production des pays développés, joint à la baisse en volume du commerce mondial et à l'intensification des pressions protectionnistes a directement affecté les pays africains. Ces pays ont singulièrement souffert de quatre problèmes:

---

1 Rapport sur le septième congrès mondial de l'Association économique internationale, p. 5, document CAEM.

## 2.1. *La dégradation des termes de l'échange*<sup>2</sup>

Les produits de base représentent 94% du total des exportations africaines de marchandises (hors pétrole); ces exportations sont caractérisées par l'instabilité de leurs prix, la mollesse de la demande étrangère et par une forte dépendance à l'égard d'un nombre limité de produits exportables; le mouvement des prix de ces produits a déterminé l'évolution des termes de l'échange de l'Afrique. C'est ainsi que pendant la période 1970-1980, les termes de l'échange nets des pays africains se sont détériorés, le volume des exportations des pays africains n'a guère augmenté et leur pouvoir d'achat a baissé<sup>3</sup> (cf. Tableau 2 de l'annexe).

La baisse du pouvoir d'achat des exportations a eu une influence défavorable sur la croissance réelle des pays africains, non exportateurs de pétrole; cette baisse s'est également répercutée sur le budget de l'Etat et a freiné les investissements publics en Afrique.

La balance commerciale des pays africains non exportateurs de pétrole s'est dégradée au cours des dix dernières années « éprouvant » l'évolution de leurs termes de l'échange: alors qu'en 1974, le taux de couverture des importations par les exportations atteignait 91%, il était tombé à 65% en 1981 (cf. Tableau 3 de l'annexe).

## 2.2. *L'incidence des fluctuations des taux de change*

Les fluctuations des taux de change des principales monnaies convertibles ont eu des incidences négatives sur les économies africaines; elles ont entraîné des changements notables dans les taux de change réels des monnaies africaines et dans les prix en monnaie locale des importations et des exportations. Ces fluctuations ont accru l'incertitude monétaire et financière et compliqué la gestion des réserves extérieures des pays africains. Les paiements extérieurs sont devenus imprévisibles et rendent incertaine l'évolution des termes des paiements et d'une manière générale, la conduite des économies<sup>4</sup>.

2 Cf. document UNCTAD/CA/288, juin 1983 préparé à l'intention de la Huitième Réunion Ordinaire de l'AB-CA, en particulier pp. IV-VI, 15-22.

3 En 1981, cette baisse a été estimée à 15% pour l'Afrique du Nord et 16,2% pour les autres pays d'Afrique: cf. Document CAEM, Document intitulé: « Impact de la conjoncture économique internationale sur les économies africaines depuis 1981 ».

4 La majorité des pays africains ont cependant choisi de maintenir une parité fixe par rapport à la monnaie dans laquelle ils interviennent traditionnellement sur le marché des changes. Cependant, la plupart ont rattaché leurs taux de change à une ou plusieurs monnaies: c'est ainsi que:

### 2.3. *La dégradation des paiements extérieurs*

Le déficit des comptes courants reflète bien cette dégradation de la balance commerciale; le déficit du compte courant des pays africains est passé de \$ 6,6 milliards en 1977 à \$ 13 milliards en 1981 (cf. Tableau 4 de l'annexe). Il serait intéressant d'analyser, à cet égard, les mécanismes de transmission par lesquels des facteurs externes ont aggravé la situation des paiements extérieurs. Deux facteurs, au moins, doivent ainsi être soulignés:

- les taux d'intérêt élevés ont eu pour conséquence d'accroître la part représentée par le service de la dette dans les règlements extérieurs des pays africains<sup>6</sup>;
- les implications des politiques financières et monétaires des pays développés (les politiques anti-inflationnistes en particulier) ont entraîné une baisse des flux d'aide publique au développement et singulièrement les flux concessionnels dans une conjoncture caractérisée par des conditions onéreuses dans les marchés privés de capitaux.

Cette dégradation des paiements extérieurs a obligé les pays africains à recourir à diverses formes de financement extérieur de leur balance des paiements notamment, à l'endettement extérieur dont l'encours, pour l'ensemble des pays africains, s'est aggravé dangereusement.

### 2.4. *L'aggravation de l'endettement extérieur*

Les pays africains ont vu augmenter rapidement leur endettement extérieur. Entre 1972 et 1982, l'encours de la dette publique a été multiplié par sept, ce qui représente un taux moyen de croissance annuelle de près de 22%, taux beaucoup plus élevé que celui du PIB ou des exportations des biens et services (cf. tableaux 5 et 5-bis de l'annexe).

6 monnaies sont définies par référence à des critères économiques

8 monnaies sont rattachées au DTS

3 monnaies sont rattachées au Franc Français

7 monnaies sont rattachées au dollar américain

1 monnaie est rattachée à la livre sterling

10 monnaies sont définies par rapport à un panier de monnaies.

Pour une étude détaillée des incidences des fluctuations des taux de change des principales monnaies d'intervention sur les économies africaines, cf. Document N. 9.343.07 (a) CEA, Addis-Abéba.

5 Aux Etats-Unis, par exemple, les taux pratiqués sur les marchés monétaires ont dépassé le cap de 18% en 1980, pour retomber en 1981 et remonter en 1982.

---

L'évolution de la structure de cette dette montre par ailleurs que l'emprunt auprès des sources privées s'est accru plus vite que celui auprès des sources publiques: l'encours de la dette « privée » représente 43% en 1981 du total contre 35% en 1972; le recul de la part relative de la dette publique a fait baisser l'importance des prêts à des conditions libérales et accroître la part des prêts à taux d'intérêts variables: la part des crédits à taux d'intérêt variable est passée de 4% en 1972 à 20% en 1981.

Cette modification de la structure de la dette a entraîné un durcissement des conditions des prêts principalement en ce qui concerne le taux d'intérêt nominal moyen et l'échéance moyenne des prêts: c'est ainsi par exemple que la part des intérêts dans les charges est passée de 28% en 1972 à 39% en 1982 (cf. tableau 6 de l'annexe). Enfin, la dégradation des termes de l'échange a aggravé le problème du service de la dette au point que la ratio du service de la dette a été multiplié par 11.

### **3. L'ajustement devient une nécessité**

Si dans un premier temps, un grand nombre de pays africains ont préféré recourir à l'emprunt, le niveau de la dette et de sa structure les ont obligé, par la suite, à prendre des mesures d'ajustement et à concevoir le financement comme un élément du processus d'ajustement.

C'est ainsi qu'apparaît le rôle du FMI qui a fourni des ressources financières à l'appui de politiques conçues et appliquées dans le cadre de programmes d'ajustement adéquat. Peu de pays pouvaient s'offrir le luxe de recourir aux marchés financiers internationaux et mêmes les banques internationales privées observent l'attitude du Fonds avant de souscrire à un emprunt lancé par un pays africain. La signature du Fonds est donc d'une nécessité absolue et ne laisse aucune autre alternative. De plus, on reconnaît de plus en plus que le financement en tant que tel n'est pas une solution au problème de déséquilibres. Le financement camoufle les problèmes économiques tandis que les déséquilibres s'intensifient et les mesures d'ajustement ainsi retardées deviennent plus difficiles à appliquer. Souvent d'ailleurs, il faut bien le reconnaître, beaucoup de pays africains ne recourent au Fonds que forcés, avec une économie délabrée, des déficits considérables et des déséquilibres profonds.

Le Fonds considère que les politiques économiques nationales sont inadéquates; l'élargissement des déficits budgétaires et l'expansion du crédit à l'Etat ont intensifié les pressions sur les prix intérieurs et la balance des paiements. En intervenant, le Fonds



---

trouve une situation marquée principalement par les politiques économiques suivantes:

- contrôle des prix
- contrôle administratif des produits importés
- subvention à la consommation des produits de base
- prix à la production jugés peu rémunérateurs
- taux de changes sur-évalués.

Cette situation conduit parfois à l'émergence d'une économie sous-terrainne et d'un marché parallèle de biens et de monnaie où les coûts et les prix sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande. Dans ces conditions, le Fonds assigne à ses programmes des objectifs précis et son rôle est de minimiser les coûts de l'ajustement en fournissant le financement nécessaire<sup>6</sup> (cf. tableaux 7 et 7-bis en annexe).

#### 4. Objectifs et moyen d'action

Les objectifs des programmes du Fonds en Afrique ont généralement mis l'accent sur la croissance économique, la limitation de l'inflation et le retour à l'équilibre des principales composantes de la balance des paiements. La plupart des programmes initiés par le Fonds en Afrique visaient une croissance de la production supérieure à celle enregistrée l'année précédente; presque tous cherchaient à limiter l'inflation aux environs de 15% par an; cependant, un certain nombre de programmes prévoyaient une accélération de l'inflation quand il s'avère impossible de maîtriser les pressions inflationnistes en l'espace d'un an (c'est le cas par exemple de l'inflation par les coûts). Quant aux déséquilibres des paiements, les programmes n'ambitionnaient pas de rétablir l'équilibre en un an mais de l'améliorer. Afin d'atteindre ces objectifs, les programmes du Fonds ont mis l'accent sur une meilleure allocation des ressources et des investissements entrepris; à cet égard, une attention particulière a été accordée aux politiques des prix afin de mobiliser l'épargne et d'encourager les investissements privés; dans cet ordre d'idées, il fallait réduire les subventions et payer aux produc-

---

6 Le montant total engagé en Afrique au titre des accords de confirmation et des accords élargis s'est élevé à 4,3 milliards de DTS en 1981.

---

teurs de produits de base des prix plus réalistes. Des mesures étaient également envisagées pour accroître l'efficacité et la rentabilité des entreprises publiques.

D'autre part et afin de rétablir la stabilité financière, les programmes ont cherché à limiter le caractère expansionniste des politiques budgétaires: en élargissant les recettes fiscales, en améliorant l'élasticité du système fiscal et en limitant la croissance des dépenses publiques (suppressions ou réductions d'emplois, réduction des dépenses sociales, réduction des subventions à la consommation... et compression des dépenses d'équipement évaluées par rapport aux ressources disponibles). Cette politique budgétaire plus rigoureuse a permis aux autorités monétaires de privilégier le financement du secteur privé et d'appliquer une politique de crédit qui répond aux besoins prévus dans le cadre du programme d'ajustement. Cependant, presque toujours, une attention particulière a été accordée au rôle de la structure des taux d'intérêt dans la mobilisation de l'épargne, à l'attrait exercé par le circuit bancaire, à une meilleure allocation des ressources et à l'incitation aux entrées des capitaux étrangers. Les programmes du FMI ont également prévu des mesures d'ajustement du secteur extérieur en imposant des restrictions aux importations et en encourageant des politiques de taux de change plus réalistes et conformes aux réalités économiques et financières des pays africains.

D'une façon générale, on peut dire que du côté de l'offre, les mesures prises ont principalement concerné les taux de change, les taux d'intérêt, les politiques des prix, les politiques d'investissements et l'efficacité de la gestion des entreprises; du côté de la demande, deux types de mesures ont été généralement appliquées: les mesures financières tendant à améliorer l'affectation des dépenses publiques, limiter les augmentations des salaires, restreindre les créations d'emplois, accroître le contrôle des dépenses publiques, élargir les recettes et améliorer l'élasticité du système fiscal; du côté monétaire, les mesures visent essentiellement à limiter le recours du budget au financement de la Banque Centrale et à accroître la part du secteur non-gouvernemental dans les crédits distribués par le système bancaire.

Il est intéressant de noter que les programmes d'ajustement du FMI ont mieux réussi chaque fois que des résultats positifs ont été relevés dans l'évolution favorable de deux indicateurs-clefs, à savoir: le déficit budgétaire (par rapport au PIB) et le taux de croissance du crédit intérieur net.

## 5. Des résultats mitigés et des politiques contestées

Les résultats de ces programmes doivent être considérés avec prudence. Sur le plan analytique, il convient tout d'abord de souligner que les auteurs d'une étude entreprise par le FMI<sup>7</sup> ont apprécié ces résultats par rapport:

- aux objectifs du programme
- et aux résultats de l'année précédant l'entrée en vigueur de ce programme.

Dans l'ensemble, il apparaît que les résultats ont été loin de correspondre aux objectifs. C'est ainsi que l'objectif de croissance économique n'a été atteint que dans un cas sur cinq; la lutte contre l'inflation n'a réussi que dans un cas sur deux et les paiements extérieurs ne se sont améliorés que dans un cas sur trois (le critère utilisé dans ce dernier cas a été le rapport du déficit du compte courant par rapport au PIB). Selon le FMI, plusieurs facteurs ont contribué à expliquer ces résultats mitigés: facteurs exogènes imprévus (chute des cours des produits exportables, sécheresse, etc.), engagement politique insuffisant vis à vis des programmes de stabilisation, lacunes et limites de l'infrastructure administrative, chute de l'aide étrangère et objectifs surestimés des programmes.

Les pays africains qui ont appliqué ces programmes d'ajustements jugent de façon plus nuancée ces résultats. Ils considèrent que le FMI conçoit et applique des politiques sans traiter les pays africains comme un cas spécial et à cet égard, plusieurs reproches sont faits au Fonds:

### 5.1. Conditionnalité et ajustement

Le Fonds a une vision à court terme des problèmes de balances de paiements et persiste à penser que ces problèmes pourraient être corrigés par une meilleure gestion de la demande et par une contraction de l'offre de la monnaie; cette conception néglige la nature structurelle des déséquilibres et des exigences à long terme du développement des pays concernés. Elle méconnaît la réalité de la vulnérabilité des économies africaines aux chocs extérieurs, à l'augmentation des prix à l'importation et à la baisse de la demande étrangère des produits exportés. Ne pouvant pas recourir au crédit commercial privé, ils ont été obligés d'appliquer des programmes d'ajustement

7 « Adjustment Programme in Africa: the recent experience, 1980-1981 ». DM 83, prepared by J.B. Zulu and S.M. Nsouli.



---

qui se sont traduits par des réductions massives des importations, ce qui n'a pas manqué d'affecter la croissance du PNB par habitant. L'ajustement par l'expansion des exportations (suivi par peu de pays africains) est rendu plus difficile à cause du niveau peu élevé de la demande étrangère et de l'aggravation du protectionnisme des pays industrialisés.

Tout en soulignant les conséquences désastreuses sur le plan social et politique auxquelles la conditionnalité du fonds peut conduire (exemple de l'Égypte, de la Tunisie, du Maroc...) les pays africains considèrent que les programmes du Fonds sont injustes et inefficients.

*Injustes*, parce que en corrigeant les déficits des paiements, le Fonds fait porter le poids de l'ajustement sur les pays déficitaires et bien que les dispositions de Bretton Woods donnent au Fonds les pouvoirs d'exercer des pressions sur les pays créanciers, ceux-ci continuent d'accumuler des surplus.

*Inefficients*, parce que certains instruments recommandés ne peuvent, par nature, produire les résultats attendus; il en est ainsi, par exemple, de la modification de la parité de la monnaie nationale; en effet, les économies africaines ne peuvent pas influencer les prix sur le marché international, leurs exportations sont conditionnées par la demande étrangère et les possibilités d'accès aux marchés des pays industrialisés. Constituées essentiellement de biens d'équipement et de produits alimentaires, les importations sont incompressibles et le relèvement de leur coût après la modification du taux de change a une incidence inflationniste.

## 5.2. *Le dollar et le système*

L'un des objectifs du Fonds est de promouvoir le commerce mondial et de veiller à la liberté des transactions internationales en éliminant les mesures protectionnistes qui découragent les exportations et les échanges. Cet objectif n'a pas été atteint et certains pays africains ont gravement souffert des mesures protectionnistes imposées à l'accès des marchés de pays industrialisés; conjuguée au renchérissement de leurs importations, la baisse des exportations a rendu l'ajustement encore plus difficile. Le système tout entier a en fait souffert de cette situation car les pays industrialisés ont pris des mesures protectionnistes sous la pression d'une conjoncture internationale défavorable. Le fait est que toute la communauté internationale dépend d'une seule monnaie (le dollar américain) qui est la monnaie de réserve internationale et partant de la politique économique et des intérêts nationaux du pays à monnaie de réserve.

---

---

Dans ces conditions, même les pays industrialisés ont peu de pouvoir dans la création et la distribution des liquidités.

## 6. Nouveaux mécanismes: souplesse et ajustement structurel

Les experts du FMI estiment que ces critiques ne sont pas toujours fondées<sup>8</sup>. Le Fonds a en effet fait preuve d'une souplesse considérable; dans de nombreux cas, le Fonds a accepté des politiques et des pratiques incompatibles avec son approche à l'état pur, telles que les restrictions, les subventions, et les taux de change parallèles. Le Fonds considère aussi que la conditionnalité est nécessaire car elle permet de garantir que les ressources sont utilisées conformément à ses objectifs généraux. Mais cette conditionnalité a été adaptée à chaque cas particulier; le Fonds n'utilise pas un cadre rigide et uniforme pour évaluer les politiques macroéconomiques des pays membres<sup>9</sup>.

Par ailleurs, le Fonds a fait preuve d'une grande souplesse en créant de nouveaux mécanismes de crédit<sup>10</sup> (cf. tableaux 8) et en mettant davantage l'accent sur l'ajustement structurel et sur les politiques destinées à stimuler l'offre. On estime que le Fonds n'ignore pas que ces nouveaux mécanismes de crédit sont encore imparfaits; on reconnaît par exemple que la facilité de financement compensatoire reste liée au quota du pays concerné plus tôt qu'au volume du déficit de la balance des paiements; la baisse des exportations pourrait être supérieure au quota.

De plus, on reconnaît que l'accès à cette facilité ne prend pas en considération certains phénomènes exogènes tels que la hausse des prix à l'importation ou la hausse imprévisible des taux d'intérêts qui alourdissent les charges de remboursement des emprunts extérieurs.

En ce qui concerne la facilité élargie qui doit répondre aux besoins à moyen terme du financement de la balance des paiements, le Fonds est conscient des ressources limitées consacrées à cette facilité. Ces deux facilités seront améliorées avec le temps

---

8 Bahram Nowzad, « The IMF and its critics », article publié dans la collection « Essays in International Finance », n. 146, revue de l'Université de Princeton.

9 « The Fund in Africa », par Paul A. Acquah, FMI, Séminaire organisé conjointement par le FMI et la Banque Centrale du Kenya sur le thème: « Le FMI et les pays en voie de développement », Mars 1982.

10 « The changing role of the Fund in the IMS », par Azizali F. Mohammed, FMI, Séminaire, Mars 1982.

---

et sous la pression des événements. La coopération avec la Banque Mondiale permet par ailleurs aux programmes d'ajustement structurel de s'intégrer dans les politiques de stabilisation du Fonds sans négliger les exigences du développement.

## 7. L'approche par la demande et le problème du taux de change

Par ailleurs, le Fonds estime que l'accent mis sur les agrégats financiers liés à la demande (comme la limitation du crédit intérieur ou/et du déficit budgétaire) est fondé sur l'observation des faits, à savoir que la demande excessive de monnaie est la source principale de l'inflation et des difficultés de paiements. L'exemple de l'Afrique montre bien que le déficit budgétaire est source de création monétaire (cf. tableaux 9 en annexe) surtout si l'on considère le budget au sens large, c'est à dire couvrant tout le secteur public (c'est d'ailleurs la raison principale pour laquelle les opérations extra budgétaires doivent être consolidées dans le programme d'ajustement).

L'inflation intérieure résulte aussi dans la distorsion dans les prix relatifs et dans l'allocation des ressources; ceci provient généralement de la politique des « prix administrés » fixés à des niveaux anormalement bas, ne correspondant à aucune réalité économique; et ceci concerne aussi bien les taux d'intérêt, le taux de change que les prix à la consommation et au producteur. Cette politique a conduit inéluctablement à un encouragement à la consommation et à l'érosion de l'épargne; elle a été à l'origine de la stagnation ou du déclin de la production des produits agricoles destinés à l'exportation. Cette politique n'est donc pas dans l'intérêt du pays puisqu'elle décourage l'investissement et détourne de l'effort productif<sup>11</sup>.

La politique des taux de changes non flexibles a eu les mêmes effets en Afrique; on sait que des taux de change surévalués existent dans la plupart des pays africains et sont en général associés avec des restrictions aux importations des biens considérés comme « non-essentiels ». Les résultats de cette politique sont assez bien connus maintenant; ils montrent que la production à l'exportation est découragée ainsi que la production des biens de substitution à l'importation, principalement les biens alimentaires de base et les « intrants » industriels, ce qui affecte sérieusement la croissance et

---

11 L'exemple du Sahel est à ce titre édifiant. De 1965 à 1974, les prix de l'arachide payé au producteur ont progressé de 13% au Sénégal, 16% au Tchad, 27% au Niger et 0% en Haute Volta; pendant la même période, le prix de l'arachide sur le marché international progressait de 108%.

la Balance des Paiements<sup>11-bis</sup>. Avec des prix bas à la production, la surévaluation des taux de change encourage l'éclosion et le renforcement du marché noir à l'importation et à l'exportation ce qui ne manque pas d'affaiblir la Balance des Paiements à moyen ou à long terme. L'aggravation des difficultés conduit généralement les autorités à réduire de façon dramatique les importations de biens essentiels: biens alimentaires, semi-produits et biens de production vitaux pour le développement économique<sup>12</sup>.

L'observation de la réalité économique africaine montre bien que ces arguments sont très valables et correspondent bien souvent à des situations concrètes; ils méritent néanmoins d'être quelque peu raffinés<sup>12-bis</sup> car, contrairement aux apparences, les réalités économiques nationales en Afrique présentent une grande diversité.

L'impact d'une modification des taux de change doit être apprécié dans chaque situation. Il faut s'assurer de cet impact sur le développement de la production à l'exportation, dans le court et le moyen terme; pour beaucoup de pays, cet exercice doit surtout porter sur le développement de la production des biens de substitution à l'importation (surtout des produits alimentaires). Le rôle d'une politique « ajustée » des taux de change pourrait également conduire les opérateurs du marché noir à emprunter le marché officiel et cette mutation est également à prendre en considération dans de nombreux cas en Afrique où le marché parallèle des biens et des devises et où le commerce frontalier sont florissants.

De plus, afin de réduire un éventuel impact inflationniste d'une dépréciation de la monnaie nationale, il faut s'assurer que cette opération réduit la demande réelle dans l'économie; ceci nous amène d'ailleurs à dire qu'une dévaluation ne peut pleinement réussir que si elle s'intègre dans un « policy package » dont les différentes composantes conduisent à agir sur la demande et sur l'offre et à modifier parallèlement les « prix administrés » et la politique des salaires ou des revenus.

L'assistance extérieure du FMI et d'autres sources de financement doivent contribuer au succès du programme de stabilisation en rendant l'ajustement moins difficile, no-

11-bis La conséquence de la politique des prix à la production a été l'accroissement spectaculaire des importations de produits alimentaires: de 1971 à 1978, ces importations ont triplé en Afrique du Nord et en Afrique Centrale et quadruplé dans les pays du Sahel.

12 « Fund Programs and Economic Adjustment » par S. Kanesa-Thesan, *ibid.*, Séminaire, Mars 1982.

12-bis « The balance of payments adjustment in developing countries », par Sidney Dell et Roger Lawrence, Pergamon Press.



---

tamment en rendant possible l'importation de biens essentiels à l'économie dans une phase critique du processus d'ajustement.

## 8. Conclusion

On voit donc à travers cette analyse que si le FMI a joué un rôle non négligeable dans le financement des économies africaines et de l'ajustement de leur croissance, les pays africains demeurent sceptiques quant au bénéfice net tiré des interventions du Fonds.

Le FMI est de son côté, convaincu qu'il n'existe pas d'ajustement sans stabilisation et qu'une politique de financement à outrance ne fait que retarder un ajustement qui sera d'autant plus difficile à réaliser qu'il a été différé.

Par ailleurs, il convient de remarquer que les résistances aux politiques du Fonds, sont en réalité des résistances au changement; celui-ci porte sur les fondements de leur politique et de ce fait, il est ressenti comme une atteinte à leur liberté (et à leur souveraineté). Devant des difficultés croissantes, et en l'absence d'alternatives à court terme, les pays africains deviennent certes, de plus en plus sensibles aux argumentations du Fonds, mais considèrent que le coût de l'ajustement sera d'autant plus réduit que le Fonds se montre plus large dans l'octroi de son assistance et accepte de considérer les pays africains comme un cas spécifique. Admettre la spécificité des problèmes économiques africains et accroître le volume de son assistance financière ramène au tapis la difficile question de la réforme du système monétaire international dont le Fonds en est à la fois l'instrument et l'expression. Reconnaître que les problèmes des pays africains sont spécifiques<sup>13</sup>, c'est accepter d'intégrer la réforme du système dans une réforme des relations commerciales et financières internationales, c'est admettre qu'il existe des problèmes réels concernant le volume de la liquidité internationale et sa répartition et c'est enfin réaliser qu'à travers le fonctionnement du Fonds, on ne peut indéfiniment éluder la question du contrôle de l'institution et du pouvoir de vote<sup>14</sup>.

Ces questions méritent à elles seules, bien évidemment, une autre étude.

---

13 Developing Country Interests in Proposals for Monetary Reforms, par Graham Bird, Overseas development Institute.

14 The IMS, Sidney Dell, papier présenté à la table ronde sur les Relations Nord/Sud, Istanbul, août 1983.

## Annexes statistiques

Tableau d'ensemble

AFRIQUE<sup>1</sup>: INDICATEURS ECONOMIQUES REPRESENTATIFS, 1973-82

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
(Pourcentage)										
Croissance économique	2,39	6,27	2,75	5,85	2,82	1,84	1,52	2,69	1,84	1,90
Inflation	9,86	17,07	15,84	16,63	24,30	18,95	22,32	23,29	25,84	16,25
Termes de l'échange	8,30	7,63	-12,19	7,16	17,64	-7,25	-0,35	-7,09	-6,21	-4,74
Ratio dette extérieure/PIB	24,90	25,87	27,50	32,82	35,10	36,90	38,96	42,36	23,41	50,63
Ratio du service de la dette		8,00	9,50	9,50	11,40	15,00	15,50	17,20	20,50	27,40
(Milliards de dollars E.U.)										
Balance courante	-4,50	-4,00	-7,20	-6,50	-6,60	-9,40	-9,90	-12,90	-14,00	-13,20
Transferts officiels nets	1,10	1,50	1,70	2,00	2,30	2,50	3,10	3,20	3,60	3,20
Entrées nettes de capitaux	3,80	2,60	4,90	4,40	4,90	6,30	6,40	7,10	6,80	6,80
Balance des paiements globale	0,50	0,30	-0,60	-0,10	0,70	-0,40	-0,20	-2,40	-3,60	-3,20
Encours total de la dette	11,60	14,75	18,40	23,40	30,22	37,20	45,54	57,23	61,84	67,70

Sources: FMI, Division des études courantes et *World Economic Outlook*, Occasional Paper N. 9.

1 On a repris dans ce tableau la classification des pays africains utilisée dans la publication du Fonds monétaire international intitulée *Statistiques financières internationales*. Tous les pays membres d'Afrique sont compris, à l'exception de l'Algérie, de l'Egypte, de la Libye et du Nigéria qui figurent dans des catégories différentes. Dans le présent tableau, l'Afrique du Sud est également exclue.

Tableau 1

CONTRIBUTION DES EXPORTATIONS A LA CROISSANCE  
MOYENNE ANNUELLE DU REVENU NATIONAL BRUT<sup>1</sup>

Pays	Pourcentage	
	1979-1980	1980-1981
Algérie	8,6	— 3,4
Egypte	5,0	0,8
Nigeria	10,5	— 6,5
Libéria	— 9,7	— 7,9
Maroc	— 0,7	— 0,4
Sierra Leone	— 8,2	— 4,9
Zaire	0,2	— 16,3
Zambie	— 13,4	— 6,2
Cameroun	— 0,8	— 5,2
Ethiopie	— 2,3	— 1,5
Ghana	— 1,8	— 0,9
Côte d'Ivoire	— 10,4	0,1
Kenya	— 2,5	— 5,1
Mali	— 0,1	— 1,6
Sénégal	— 7,8	0,1
Somalie	0,9	4,2
Soudan	— 8,4	1,8
Tanzanie	— 2,5	— 1,0
Ouganda	0,0	— 0,2
Haute-Volta	0,0	— 0,8

1 Pour ces calculs, on a utilisé la part des exportations dans le PNB en 1980, sauf dans le cas de la Côte d'Ivoire et de la Somalie, où les Statistiques se rapportaient à 1979. Souligner aussi que dans le calcul on a exclu l'effet multiplicateur, de sorte que les pourcentages donnés sont inférieurs à ceux qui représentent l'incidence réelle des variations des exportations.

Source: CNUCED, Document UNCTAD/CA/288. GE.83-52 577.

Tableau 1-bis

PAYS AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT: PERTE DE DEVISES DUE  
A LA CHUTE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE DEPUIS 1980

Produit	Exportations de l'Afrique en 1980 (en millions \$)	Variation du prix 1980-82 <sup>1</sup>	Perte (—) ou gain (+) due à la variation du prix sur la période 1980-82 (en millions \$)
<i>Produits agricoles</i>		%	
Café	2,831	—24,5	—694
Fèves de cacao + produits dérivés	2,585	—33,1	—856
Coton	1,184	—32,9	—390
Bois d'oeuvre	878	—13	—114
Sucre	759	—70,7	—537
Graines oléagineuses, huiles et tourteaux	654	—23,1	—151
Animaux vivants et viandes	598	—13,9	—83,1
Tabacs bruts	369	+24,5	+ 90,4
Agrumes	364	—10,6 <sup>2</sup>	—39
Thé	272	—13	—35
Caoutchouc naturel	177	—40,7	—72
Ananas, frais et en conserve	107	—16,2	—17
Sisal	71	—22,2	—16
Total produits ci-dessus	10,849		—2,914
Total produits agricoles <sup>3</sup>	11,716		—3,146 <sup>4</sup>
<i>Minéraux, minerais et métaux</i>			
Minéral et cuivre et cuivre affiné	2,091	—32	—669
Prospates naturels	1,048	—3,4	—36
Minéral de fer	483	—6,5	—31
Bauxite	232,6	—24,5	—57
Alumine et aluminium	410	—24,5	—100
Minéral d'étain et étain	80,9	—23,8	—19
Minéral de manganèse	14,7	+ 0,5	+ 0,1
Total produits ci-dessus	4,360		—912
Total minéraux, minerais et métaux	4,395 <sup>5</sup>		
Total produits primaires	16,111 <sup>5</sup>		—4,065

1 Moyenne annuelle.

2 Prix des oranges marocaines vendues en France; 1982: 5 premiers mois.

3 Y compris la pêche et la sylviculture.

4 On suppose que la moins-value en pourcentage est la même pour l'ensemble des produits agricoles que pour la somme des produits mentionnés dans le tableau.

5 Estimation.

Sources: Exportations: Annuaire FAC du commerce, 1980, et statistiques des pays; prix: CNUCED, Bulletin mensuel des prix des produits de base, novembre 1982 et Bulletin mensuel FAO de statistiques, octobre 1982.



Tableau 2

PAYS D'AFRIQUE NON EXPORTATEURS DE PÉTROLE ET ENSEMBLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT NON EXPORTATEURS DE PÉTROLE: TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUELS DES TERMES DE L'ÉCHANGE NETS, DU VOLUME DES EXPORTATIONS ET DU POUVOIR D'ACHAT DES EXPORTATIONS (EN POURCENTAGE)

	1960-70	1970-80	1974-80	1980-81
<i>Pays d'Afrique exportateurs de produits agricoles</i>				
Termes de l'échange nets	0,4	-1,5	-1,5	-11,4
Volume des exportations	5,1	-1,1	-1,7	3,5
Pouvoir d'achat des exportations	5,5	-2,6	-3,2	-8,3
<i>Pays d'Afrique exportateurs de minéraux</i>				
Termes de l'échange nets	3,1	-6,4	-7,6	-6,8
Volume des exportations	2,6	2,3	0,5	-14,2
Pouvoir d'achat des exportations	5,7	-4,3	-7,2	-20,1
<i>Ensemble des pays d'Afrique non exportateurs de pétrole</i>				
Termes de l'échange nets	1,5	-3,7	-4,3	-8,6
Volume des exportations	4	0,3	-0,7	-4,8
Pouvoir d'achat des exportations	5,6	-3,4	-5	-13,1
<i>Ensemble des pays en développement non exportateurs de pétrole</i>				
Termes de l'échange nets	0,6	-3,2	-4,5	-10,7
Volume des exportations	4,5	4,7	5,4	8,5
Pouvoir d'achat des exportations	5,1	1,3	0,6	-3,1

Source: CNUCED, Document UNCTAD/CA/288, GE. 83-52 577.

Tableau 2-bis

TAUX D'ACCROISSEMENT MOYENS ANNUELS DES TERMES DE L'ECHANGE NETS, DU VOLUME DES EXPORTATIONS ET DU POUVOIR D'ACHAT DE DIVERS PAYS D'AFRIQUE NON EXPORTATEURS DE PETROLE (1974-81) (EN POURCENTAGE)

	Termes de l'échange	Volume des exportations	Pouvoir d'achat	Principal produit d'exportation
<i>Pays exportateurs de produits agricoles</i>				
Maurice	-3,0	-1,0	-4,0	Sucre
Réunion	-9,8	2,9	-7,2	Sucre
Ethiopie	-8,6	7,2	-2,0	Sucre
Bénin	-6,6	-0,6	-7,2	Café
Côte d'Ivoire	-5,7	-4,3	-10,0	Coton
Sénégal	-4,3	2,6	-1,8	Cacao
Ghana	-4,2	-5,0	-9,0	Huile végétale
Soudan	-3,5	-5,5	-8,9	Cacao
Madagascar	-3,5	4,5	0,8	Coton
Malawi	-2,7	-4,5	-7,0	Café
République-Unie du Cameroun	-2,4	5,4	2,9	Tabac
Haute-Volta	-1,7	3,7	1,9	Cacao
Somalie	-1,7	3,3	1,5	Animaux sur pied
Rwanda	-1,5	10,2	8,5	Animaux sur pied
Kenya	-1,1	1,5	0,4	Café
Tchad	-0,8	-4,8	-5,6	Café
Mozambique	-0,6	-2,2	-2,8	Coton
Mali	-0,2	6,8	6,6	Fruits
Tanzanie	0,0	3,8	3,7	Coton
Ouganda	0,4	-5,9	-5,6	Café
	0,8	-11,5	-7,9	Café
<i>Pays exportateurs de minéraux</i>				
Zambie	-7,5	-1,7	-9,1	Cuivre
Zaire	-13,2	-0,6	-13,6	Cuivre
Libéria	-9,7	-11,8	-18,6	Cuivre
Togo	-6,2	-1,3	-7,4	Minerai de fer
Sierra Léone	-5,5	3,3	-2,4	Phosphates
Maroc	-5,1	-5,1	-10,0	Perles
Mauritanie	-4,7	-1,6	-6,2	Phosphates
Niger	-3,6	-0,2	-3,8	Minerai de fer
Gambie	-2,6	26,6	23,3	Uranium
République Centrafricaine	-0,3	-17,0	-15,7	Aluminium
	0,7	6,4	7,2	Perles

Source: CNUCED, Document UNCTAD/CA/288. GE-83-52 577.

Tableau 3

INDICATEURS DE L'EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS AFRICAINS ET TAUX DE COUVERTURE DES EXPORTATIONS PAR LES IMPORTATIONS: EXPORTATIONS/IMPORTATIONS

Années	Valeur des exportations en milliards de dollars		Valeur des importations en milliards de dollars		Taux de couverture	
	Non export. de pétrole	Exportateurs de pétrole	Non export. de pétrole	Exportateurs de pétrole	Non export. de pétrole	Exportateurs de pétrole
1970	6	6,1	5,9	4,5	1,01	1,35
1971	5,5	7	6,6	5,3	0,83	1,32
1972	6,5	8,3	7,1	6	0,91	1,38
1973	8,8	12,1	8,8	8,4	1	1,44
1974	11,7	29,9	12,8	14,5	0,91	2,06
1975	10,5	23,9	14,6	2,2	0,81	10,86
1976	11,6	29,9	14,2	23,3	0,81	1,28
1977	13,7	34,2	16,9	30,2	0,81	1,13
1978	13,4	31	19,4	36,6	0,69	0,84
1979	16,2	49,4	21,6	33,3	0,75	1,48
1980	17,5	71,5	25,8	46,1	0,67	1,55
1981	15,6	58,3	23,9	57,9	0,65	1,00

Source: Tableau élaboré à partir des chiffres de la CNUCED.

Tableau 4

BALANCE DES PAIEMENTS (DONT EVOLUTION DU SOLDE DU COMPTE COURANT) DES PAYS AFRICAINS NON EXPORTATEURS DE PETROLE, 1973-1982\* EN MILLIARDS DE DOLLARS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Exportations	10,5	14,9	14,1	15,7	18,3	19,1	24,0	27,3	24,4	25,9
Importations	-9,9	-14,8	-16,8	-16,9	-19,7	-22,2	-26,7	-32,3	-30,2	-31,2
Balance commerciale	0,6	0,2	-2,7	-1,2	-1,3	-3,1	-2,7	-5,0	-5,8	-5,3
Paiement des services nets										
Transferts privés	-2,6	-3,6	-4,1	-5,0	-5,3	-5,9	-7,1	-7,7	-7,5	-7,7
Solde du compte courant	-2,1	-3,5	-6,9	-6,1	-6,6	-9,0	-9,7	-12,7	-13,3	-13,0
Transferts officiels nets	1,1	1,5	1,7	2	2,3	2,5	3,1	3,2	3,3	3,0
Entrée nette** des capitaux	1,3	2,3	4,5	4,0	4,8	6,0	6,4	8,4	7,7	8,6
Balance Générale	0,5	0,2	-0,7	-0,2	0,6	-0,4	-0,2	-1,1	-2,2	-1,3

\* Afrique du Sud non incluse.

\*\* Y compris les DTS.

Source: World Economic Outlook, IMF, 1982.

Tableau 5

DETTE EXTERIEURE ET SERVICE DE LA DETTE POUR 42 PAYS AFRICAINS, 1972-82 (MILLIARDS DE DOLLARS E.U.)

	1972	1978	1979	1980	1981	1982 <sup>1</sup>	Taux moyen de variation			
							1972-78	1978-82	1972-82	
<i>Afrique<sup>2</sup></i>										
Encours de la dette (fin de période)	12,2	57,2	69,2	77,3	81,8	86,2	29,4	10,8	21,6	
Versements	2,5	15,7	15,9	16,7	16,7	15,0	35,8	-1,1	19,6	
Amortissement	1,0	3,4	4,5	6,5	7,4	9,4	22,6	28,9	25,1	
Flux nets	1,5	12,3	11,4	10,2	9,3	5,6	42,0	-17,9	14,1	
Paievements d'intérêt	0,4	2,2	3,2	4,2	4,8	5,9	32,9	28,0	30,9	
Transferts nets	1,1	10,1	8,2	6,0	4,5	-0,3	44,7	-23,6 <sup>3</sup>	15,1 <sup>3</sup>	
Service de la dette	1,4	5,6	7,7	10,7	12,2	15,3	26,0	28,6	27,0	
Encours/exportations <sup>4</sup>	85,0	116,8	104,7	90,3	105,9	121,2				
Ratio du service de la dette <sup>4</sup>	9,6	11,4	11,7	12,5	15,9	21,5				
Amortissement	6,9	6,9	6,8	7,6	9,6	13,2				
Intérêt	2,7	4,5	4,9	4,9	6,3	8,3				
<i>Ensemble des pays en développement<sup>5</sup></i>										
Encours de la dette	90,7	298,7	352,3	404,5	461,9	529,0	22,0	15,4	19,3	
Service de la dette	12,0	47,9	62,3	70,4	93,1	94,0	25,9	18,4	21,4	
Encours/exportations	101,0	244,7	271,4	...	...	...				
Ratio du service de la dette <sup>4</sup>	17,2	20,1	19,9	17,9	19,7	...				
<i>Trois principaux emprunteurs<sup>6</sup></i>										
Encours de la dette	22,9	86,5	99,9	114,3	138,9	...	24,8	17,1	19,8	
Service de la dette	3,9	18,6	24,9	25,7	30,2	...	29,7	17,5	22,7	
Encours/exportations	...	...	...	...	...	...				
Ratio du service de la dette <sup>4</sup>	36,4	55,2	56,6	43,4	43,8	...				

Sources: Banque mondiale, Tableaux de la dette mondiale, édition n. 1982-83, IMF, SFI; estimations des services du Fonds.

1 Estimations.

2 Dette extérieure publique ou garantie par l'Etat.

3 1978-81, 1972-81.

4 En pourcentage des exportations de biens et services et des transferts privés.

5 Ce chiffre comprend les données pour 98 pays, y compris la dette privée non garantie.

6 Argentine, Brésil et Mexique.



Tableau 5-bis

STRUCTURE DE LA DETTE DE 42 PAYS AFRICAINS, 1972-82

	1972	1978	1979	1980	1981	1982 <sup>1</sup>	1972	1978	1979	1980	1981	1982 <sup>1</sup>
	(Milliards de dollars E.U.)						(Pourcentage)					
Encours de la dette <sup>2</sup>	12,2	57,2	69,2	77,3	81,8	86,2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Créanciers officiels	7,9	29,7	35,6	41,7	46,3	50,8	64,8	51,9	51,4	53,9	56,6	58,9
Dettes multilatérales	(6,4)	(20,8)	(24,8)	(28,9)	(31,6)	(34,2)	(52,5)	(36,4)	(35,8)	(37,4)	(38,6)	(39,7)
Dettes bilatérales	(1,6)	(8,9)	(10,8)	(12,8)	(14,7)	(16,6)	(12,3)	(15,5)	(15,6)	(16,5)	(18,0)	(19,2)
Créanciers privés	4,3	27,5	33,6	35,6	35,5	35,4	35,2	48,1	48,6	46,1	43,4	41,1
Fournisseurs	(2,2)	(7,9)	(9,0)	(8,4)	(7,7)	(...)	(18,0)	(13,8)	(13,0)	(10,9)	(9,4)	(...)
Marché financiers	(2,1)	(19,6)	(24,6)	(27,2)	(27,8)	(...)	(17,2)	(34,3)	(35,6)	(35,2)	(34,0)	(...)
Proportion de la dette versée <sup>3</sup>												
Prêts à des conditions libérales	49,6	40,4	38,0	38,2	37,9	...						
Prêts à taux d'intérêt variable	3,6	15,1	17,0	18,6	20,4	...						

Sources: Banque mondiale, Tableaux de la dette mondiale, 1982-83; estimations des services du Fonds.

- 1 Estimations.
- 2 Dette publique ou garantie par l'Etat.
- 3 Afrique sub-saharienne.

Tableau 6

CONDITIONS MOYENNES DES ENGAGEMENTS DE PRETS, 1972-81

	1972	1978	1979	1980	1981
Intérêt (pourcentage)	4,4	6,6	8,1	7,3	10,1
Créanciers officiels	3,1	3,8	4,4	3,8	5,2
Créanciers privés	6,7	9,3	11,1	12,5	14,2
Echéance (années)	20,4	16,6	15,1	18,4	15,8
Créanciers officiels	27,6	25,2	22,6	25,0	24,9
Créanciers privés	8,3	8,1	8,9	8,7	8,1
Délai de remboursement (années)	5,9	4,6	4,3	5,0	4,3
Créanciers officiels	7,8	6,5	5,8	6,5	5,9
Créanciers privés	2,6	2,8	3,1	2,8	2,9
Elément de libéralité (pourcentage)	37,2	23,3	14,5	22,3	6,7
Créanciers officiels	52,1	45,1	38,3	44,9	34,8
Créanciers privés	11,9	1,8	-5,4	-11,4	-16,9

Source: basé sur les tableaux de la dette mondiale de la Banque mondiale, FMI.

- 1 Afrique sub-saharienne.

Tableau 7

AFRIQUE - ACCORDS DE CONFIRMATION ET ACCORDS AU TITRE DU MECANISME ELARGI DE CREDIT EN FIN D'ANNEE, 1979-82 (MILLIONS DE DTS)

	Accord de confirmation et accords élargis	Date de approbation	Date de expiration	Montant approuvé	Montant tiré	Solde non tiré
1979						
Congo	AC	25 avril 1979	24 avril 1980	4,00	2,00	2,00
Egypte	AE	28 juillet 1978	30 juin 1980	600,00	75,00	525,00
Gambie	AC	2 novembre 1979	1 <sup>er</sup> novembre 1980	1,60	—	1,60
Ghana	AC	10 janvier 1979	9 janvier 1980	53,00	32,00	21,00
Kenya	AC	20 août 1979	19 août 1981	122,48	—	122,48
Libéria	AC	21 mars 1979	20 mars 1980	9,25	9,25	—
Malawi	AC	31 octobre 1979	31 décembre 1981	26,34	3,07	23,28
Maurice	AC	31 octobre 1979	30 octobre 1981	73,03	20,00	53,03
Rwanda	AC	31 octobre 1979	30 octobre 1980	5,00	—	5,00
Sénégal	AC	20 mars 1979	29 mars 1980	10,50	10,50	—
Sierra Leone	AC	2 novembre 1979	1 <sup>er</sup> novembre 1980	17,00	7,50	9,50
Soudan	AE	4 mai 1979	30 juin 1980	200,00	30,00	170,00
Togo	AC	11 juin 1979	31 décembre 1980	15,00	—	15,00
Zaire	AC	27 août 1979	26 février 1981	118,00	20,00	98,00
Zambie	AC	26 avril 1978	25 avril 1980	250,00	200,00	50,00
1980						
Egypte	AE	28 juillet 1978	27 juillet 1981	600,00	75,00	525,00
Gabon	AE	27 juillet 1980	31 décembre 1982	34,00	—	34,00
Guinée équat.	AC	1 <sup>er</sup> juillet 1980	30 juin 1981	5,50	3,00	2,50
Kenya	AC	15 octobre 1980	14 octobre 1982	241,50	60,00	181,50
Libéria	AC	15 septembre 1980	14 septembre 1982	65,00	18,40	46,60
Madagascar	AC	27 juin 1980	26 juin 1982	64,50	10,00	54,50
Malawi	AC	9 mai 1980	31 mars 1982	49,90	22,00	27,90
Maroc	AE	8 octobre 1980	7 octobre 1983	810,00	147,00	663,00
Maurice	AC	5 septembre 1980	4 septembre 1981	35,00	15,00	20,00
Mauritanie	AC	23 juillet 1980	31 mars 1982	29,70	8,90	20,80
République Centrafricaine	AC	15 février 1980	14 février 1981	4,00	4,00	—
Sénégal	AE	8 août 1980	7 août 1983	184,80	41,10	143,70
Somalie	AC	27 février 1980	26 février 1981	11,50	6,00	5,50
Soudan	AE	4 mai 1979	3 mai 1982	427,00	151,00	276,00
Tanzanie	AC	15 septembre 1980	30 juin 1982	179,60	25,00	154,60
Zaire	AC	27 août 1979	26 février 1981	118,00	98,40	19,60
1981						
Côte d'Ivoire	AE	27 février 1981	22 février 1984	484,50	176,70	307,80
Ethiopie	AC	8 mai 1981	30 juin 1982	67,50	44,00	23,50
Libéria	AC	26 août 1981	15 septembre 1982	55,00	33,00	22,00
Madagascar	AC	13 avril 1981	26 juin 1982	109,00	39,00	70,00
Malawi	AC	9 mai 1980	31 mars 1982	49,90	40,00	9,90
Maroc	AE	9 mars 1981	7 octobre 1983	817,10	136,50	680,60
Maurice	AC	21 décembre 1981	20 décembre 1982	30,00	7,50	22,50
Mauritanie	AC	1 <sup>er</sup> juin 1981	31 mars 1982	25,80	10,30	15,50
Ouganda	AC	5 juin 1981	30 juin 1982	112,50	77,50	35,00
Sénégal	AC	11 septembre 1981	10 septembre 1982	63,00	15,70	47,30
Sierra Leone	AE	30 mars 1981	22 février 1984	186,00	33,50	152,50

	Accord de confirmation et accords élargis	Date de approbation	Date de expiration	Montant approuvé	Montant tiré	Solde non tiré
Somalie	AC	15 juillet 1981	14 juillet 1982	43,10	25,90	17,20
Soudan	AE	4 mai 1979	3 mai 1982	427,00	251,00	176,00
Tanzanie	AC	15 septembre 1980	30 juin 1982	179,60	25,00	154,60
Togo	AC	13 février 1981	12 février 1983	47,50	7,30	40,20
Zaire	AE	22 juin 1981	21 juin 1984	912,00	175,00	737,00
Zambie	AE	8 mai 1981	7 mai 1984	800,00	300,00	500,00
Zimbabwe	AC	8 avril 1981	7 avril 1982	37,50	37,50	—
1982						
Côte d'Ivoire	AE	27 février 1981	22 février 1984	484,50	292,10	192,40
Gambie	AC	22 février 1982	21 février 1983	16,90	16,90	—
Guinée	AC	1 <sup>er</sup> décembre 1982	30 novembre 1983	25,00	11,50	13,50
Kenya	AC	8 janvier 1982	7 janvier 1983	151,50	90,00	61,50
Libéria	AC	29 septembre 1982	28 septembre 1983	55,00	5,00	50,00
Madagascar	AC	9 juillet 1982	8 juillet 1983	51,00	30,60	20,40
Malawi	AC	6 août 1982	5 août 1983	22,00	10,00	12,00
Mali	AC	21 mai 1982	20 mai 1983	30,40	25,40	5,00
Maroc	AC	26 avril 1982	25 avril 1983	281,30	196,90	84,40
Ouganda	AC	11 août 1982	10 août 1983	112,50	50,00	62,50
Sénégal	AC	24 novembre 1982	23 novembre 1983	47,30	6,00	41,30
Somalie	AC	15 juillet 1982	14 janvier 1984	60,00	15,00	45,00
Soudan	AC	22 février 1982	21 février 1983	198,00	70,00	128,00
Togo	AC	13 février 1981	12 février 1983	47,50	7,30	40,20

Source: FMI, Département de la trésorerie.

Tableau 7-bis

ACHATS ET RACHATS EFFECTUES PAR DES PAYS AFRICAINS, 1979-82  
(MILLIONS DE DTS)

	1979		1980		1981		1982	
	Achats	Rachats <sup>1</sup>	Achats	Rachats <sup>1</sup>	Achats	Rachats	Achats	Rachats
Bénin	—	—	1,94	—	—	—	—	—
Burundi	9,5	—	—	—	—	—	—	—
Cameroun	—	11,39	—	12,85	—	8,48	—	2,95
Comores	—	—	0,48	0,48	0,30	—	—	—
Congo, Rép. pop. du	2,00	1,14	—	5,34	—	6,75	—	—
Côte d'Ivoire	—	—	12,22	—	328,70	—	115,43	—
Egypte	—	51,22	—	78,93	—	77,92	—	43,92
Ethiopie	36,00	—	—	—	66,10	—	23,50	2,25
Gabon	7,5	—	—	—	—	—	—	1,99
Gambie	—	3,52	1,60	—	9,00	—	16,90	2,24
Ghana	44,63	22,93	—	9,65	—	9,65	8,47	4,83

	1979		1980		1981		1982	
	Achats	Rachats <sup>1</sup>	Achats	Rachats <sup>1</sup>	Achats	Rachats	Achats	Rachats
Guinée	2,97	4,40	—	1,10	0,58	5,01	15,91	4,57
Guinée équatoriale	—	0,24	0,53	—	7,20	0,85	1,26	1,27
Guinée-Bissau	1,10	—	—	—	2,35	—	—	0,28
Haute Volta	—	—	—	—	—	—	—	—
Kenya	86,25	30,59	60,00	6,98	30,00	7,17	150,38	16,89
Lesotho	—	—	—	—	—	—	2,02	—
Libéria	29,75	—	18,40	2,40	47,54	6,16	64,41	—
Madagascar	—	3,73	39,20	1,51	39,00	2,43	57,73	5,39
Malawi	22,07	0,76	24,38	0,93	30,00	5,36	14,69	12,62
Mali	—	1,75	5,10	2,25	—	0,25	25,38	1,06
Maroc	—	23,20	184,50	67,35	192,76	55,40	433,28	32,50
Maurice	27,97	—	35,00	—	68,00	11,90	28,01	5,49
Mauritanie	—	0,89	19,40	6,71	10,30	6,94	18,76	3,69
Nigéria	—	—	—	—	—	—	308,71	—
Ouganda	10,58	8,00	37,50	10,00	122,50	10,31	85,00	1,51
Rép. Centrafricaine	—	2,38	5,85	4,39	17,00	3,07	2,40	0,60
Rwanda	—	—	—	—	—	—	—	—
Sénégal	14,75	8,74	43,25	6,36	57,74	6,36	53,17	13,33
Sierra Leone	7,50	7,27	9,50	9,22	33,70	9,22	5,13	5,28
Somalie	—	—	6,00	—	25,00	—	37,00	4,75
Soudan	83,15	33,70	142,80	34,70	165,55	19,03	71,85	30,15
Swaziland	—	—	—	—	—	—	4,28	—
Tanzanie	34,00	13,03	40,00	25,03	15,90	26,34	1,74	11,12
Tchad	—	1,24	—	2,18	7,10	5,43	—	—
Togo	—	—	16,58	—	7,25	—	—	—
Tunisie	—	—	—	24,00	—	—	—	—
Zaire	20,00	31,47	78,40	65,45	194,60	103,78	131,60	22,07
Zambie	100,00	26,29	50,00	44,03	359,30	47,32	41,50	86,20
Zimbabwe	—	—	32,49	—	37,50	—	—	—
Total	539,72	287,80	874,13	421,83	1.875,86	436,22	1.765,50	316,95
Total (non compris l'Egypte et la Soudan)	456,57	202,90	731,33	308,20	1.710,30	339,27	1.646,87	242,88

Source: FMI, Bureau des statistiques.

1 Ne sont pas inclus ici les rachats autres que ceux qui se rapportent à l'encours des achats.



Tableau 8 a

ACHATS DANS LE CADRE DE LA FACILITE DE FINANCEMENT COMPENSATOIRE (1973-1981) (EN MILLIONS DE DTS)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total 1973-81
Tous pays	113,45	107,15	239,00	2.308,06	240,50	577,70	571,95	980,42	1.230,50	6.368,73
Pays industriels	—	—	50,50	445,00	—	98,75	—	—	—	594,25
Pays en développement non pétroliers	113,45	107,15	188,50	1.863,06	240,50	478,95	571,95	980,42	1.230,50	4.280,98
dont Afrique	—	6,00	37,00	465,30	92,25	151,55	216,35	113,00	412,05	1.493,50
Cameroun	—	—	—	17,50	—	—	—	—	—	17,50
Rép. Centrafricaine	—	—	—	5,10	—	—	—	—	9,00	14,10
Tchad	—	—	—	6,50	—	—	—	—	7,10	13,60
Congo	—	—	—	—	6,50	—	—	—	—	6,50
Guinée équatoriale	—	—	—	—	—	—	—	6,40	4,70	11,10
Ethiopie	—	—	—	—	—	—	36,00	—	18,00	54,00
Gambie	—	—	—	—	3,50	4,50	—	—	9,00	17,00
Ghana	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guinée	—	6,00	—	—	—	—	—	—	—	6,00
Guinée-Bissau	—	—	—	—	—	—	1,10	—	1,85	2,95
Côte d'Ivoire	—	—	—	26,00	—	—	—	—	114,00	140,00
Kenya	—	—	—	24,00	—	—	69,00	—	—	93,00
Libéria	—	—	—	—	—	—	20,50	—	—	20,50
Madagascar	—	—	—	—	—	—	—	29,20	—	29,20
Malawi	—	—	—	—	—	—	19,00	—	—	19,00
Mali	—	—	—	—	—	—	—	5,10	—	5,10
Mauritanie	—	—	—	6,50	—	—	—	10,50	—	17,00
Mauritius	—	—	—	—	11,00	—	—	—	40,50	51,50
Maroc	—	—	—	56,50	—	56,00	—	—	—	112,50
Sénégal	—	—	—	—	—	21,00	—	—	42,00	63,00
Sierra Léone	—	—	—	12,50	—	—	—	—	—	12,50
Afrique du Sud	—	—	—	160,00	—	—	—	—	—	160,00
Soudan	—	—	18,00	26,70	—	21,30	38,00	21,80	45,70	169,50
Tanzanie	—	—	—	21,00	—	—	20,25	15,00	15,90	72,15
Togo	—	—	—	7,50	—	—	—	—	—	7,50
Ouganda	—	—	—	20,00	—	—	5,00	25,00	45,00	95,00
Zaire	—	—	—	56,50	28,25	—	—	—	—	84,75
Zambie	—	—	19,00	19,00	19,00	48,75	—	—	59,30	165,05
Memorandum items:										
Achats africains	—	6,0	16,5	20,2	38,4	26,2	37,8	11,5	33,5	23,5
(en pourcentage du total)										
Achats africains (en pourcentage	—	6,0	18,6	25,0	30,4	31,6	37,8	11,5	33,0	34,9
du total) des pays en										
développement non pétroliers										

Tableau 8 b

PRETS DU FONDS FIDUCIAIRE AUX PAYS ELIGIBLES, 1977-81<sup>1</sup>  
(EN MILLIONS DE DTS)

	1977	1978	1979	1980	1981	Total 1977-81
Tous pays	152,92	688,08	526,60	1.256,08	367,75	2.991,43
Afrique:	49,87	296,66	264,81	326,64	4,01	942,00
Bénin	—	5,39	—	7,27	0,05	12,71
Cameroun	—	14,51	10,61	8,96	0,13	34,21
République Centrafricaine	—	5,39	—	7,26	0,05	12,70
Tchad	—	5,39	—	—	—	5,39
Congo	1,39	4,00	3,94	3,32	0,05	12,70
Guinée équatoriale	—	—	—	4,47	0,03	4,50
Ethiopie	—	11,19	8,18	6,92	0,10	26,39
Gambie	0,75	2,15	2,12	1,80	0,03	6,85
Ghana	—	—	26,36	22,28	0,33	48,97
Guinée	2,57	7,38	7,27	6,14	0,09	23,45
Guinée-Bissau	—	—	—	—	—	—
Côte d'Ivoire	—	21,55	—	29,07	0,20	50,82
Kenya	5,14	14,76	14,54	12,28	0,18	46,90
Lesotho	0,54	1,54	1,52	1,28	0,02	4,90
Libéria	3,10	8,91	8,78	7,42	0,11	28,32
Madagascar	—	10,78	—	14,53	0,10	25,41
Malawi	1,61	4,61	4,54	3,85	0,06	14,67
Mali	—	9,12	6,66	5,64	0,08	21,50
Mauritanie	1,39	4,00	3,94	3,32	0,05	12,70
Maurice	—	9,12	—	—	—	9,12
Maroc	12,09	34,75	34,24	28,93	0,43	110,44
Niger	—	5,39	—	7,27	0,05	12,71
Rwanda	—	—	5,76	4,87	0,07	10,70
Sénégal	—	14,09	10,30	8,70	0,13	33,22
Sierra Léone	2,68	7,69	7,57	6,41	0,09	24,44
Somalie	—	—	—	10,62	0,07	10,69
Soudan	—	29,84	21,81	18,44	0,27	70,36
Swaziland	—	—	2,43	2,04	0,03	4,50
Tanzanie	4,49	12,91	12,72	10,76	0,16	41,04
Togo	—	6,22	4,55	3,85	0,06	14,68
Ouganda	—	—	—	22,36	0,15	22,51
Haute-Volta	—	5,39	3,94	3,33	0,05	12,71
Zaire	12,09	34,75	34,24	28,93	0,43	110,44
Zambie	—	—	23,03	19,46	0,29	42,78
Afrique (en pourcentage du total)	32,60	43,10	50,30	26,00	1,10	31,50

1 Les totaux peuvent s'avérer inexacte à cause des arrondissements de chiffres.

Tableau 8 c

ACHATS DANS LE CADRE DE LA FACILITE PETROLIERE, 1974-76<sup>1</sup>  
(EN MILLIONS DE DTS)

	1974	1975	1976	Total 1974-76
Tous pays	1.715,85	3.043,24	2.143,38	6.902,47
Pays industriels	776,20	1.463,80	1.251,60	3.491,60
Pays en développement non pétroliers	939,67	1.579,40	891,83	3.410,90
dont Afrique	130,01	238,91	95,66	464,58
Cameroun	4,62	7,51	4,28	164,10
République Centrafricaine	2,66	2,34	0,97	5,97
Tchad	2,21	—	—	2,21
Ghana	—	38,60	—	38,60
Guinée	3,51	—	—	3,51
Côte d'Ivoire	11,17	—	10,35	21,52
Kenya	32,03	28,80	3,10	63,93
Madagascar	3,45	10,85	—	14,30
Malawi	—	2,37	1,36	3,73
Mali	4,00	1,00	3,99	8,99
Mauritanie	—	—	5,32	5,32
Maroc	—	—	18,00	18,00
Sénégal	—	25,44	—	25,44
Sierra Leone	4,32	0,59	4,97	9,88
Soudan	28,71	18,30	—	47,01
Tanzanie	28,35	23,76	—	52,11
Ouganda	4,98	14,22	—	19,20
Zaire	—	45,00	32,53	77,53
Zambie	—	18,93	10,79	29,72
Afrique/tous pays (pourcentage)	7,60	7,90	4,50	6,70
Afrique/Pays en voie de développement non pétroliers (pourcentage)	13,80	15,10	10,70	13,60

1 Les totaux peuvent s'avérer inexacts à cause des arrondissements de chiffres.

Tableau 9

SOURCES DE LA MASSE MONETAIRES ET PART DU BUDGET  
DANS LA CREATION MONETAIRE (1978-1982)

(BURUNDI, EGYPTE, GHANA, MALAWI, MAROC, SIERRA-LEONE, SOUDAN, TANZANIE)

BURUNDI  
(Millions de Francs)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Avoire extérieurs (Nets)	2.135	3.827	7.760	6.283	5.890	5.368	2.474	-555
2. Crédit intérieur	2.269	2.645	2.158	6.086	10.416	11.034	15.787	16.788
Créances sur l'Etat (Net)	1.219	1.111	146	1.235	3.687	3.712	6.416	7.707
Créances sur les organismes publics	53	16	124	359	463	660	512	413
Créances sur le secteur privé	977	1.493	1.779	4.186	6.087	6.467	8.648	7.636
3. Monnaie	3.279	4.956	7.838	8.823	10.869	9.940	12.021	11.146
4. Quasie-Monnaie	128	165	396	496	419	468	1.055	1.339

EGYPTE  
(Millions de livres)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Avoires extérieurs (Nets)	-973	-922	-654	-2.110	-2.141	-1.653	-1.391	-2.200
2. Crédits intérieurs	3.727	4.278	5.019	7.892	9.889	12.148	16.011	8.487
Créances sur l'Etat (Net)	2.634	2.952	3.277	5.866	7.232	8.093	9.209	6.423
Créances sur les organismes publics	...	...	...	...	...	...	...	...
Créances sur le secteur privé	881	1.147	1.537	1.790	2.396	3.480	5.826	1.790
3. Monnaie	1.863	2.239	2.943	3.553	4.354	4.859	6.313	3.807
4. Quasie-Monnaie	567	822	1.160	1.659	2.490	4.158	6.485	1.795

GHANA  
(Millions de Cedis)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Avoires extérieurs (Nets)	147	34	60	290	313	187	-221	-15
2. Crédits intérieurs	1.598	2.429	3.848	6.454	7.406	9.434	15.483	18.827
Créances sur l'Etat (Net)	924	1.573	2.780	4.523	4.903	6.518	10.649	11.057
Créances sur les organismes publics	295	393	423	1.113	1.634	1.963	3.394	6.083
Créances sur le secteur privé	306	385	580	739	796	940	1.342	1.558
3. Monnaie	1.009	1.429	2.393	4.126	4.680	6.085	9.413	11.203
4. Quasie-Monnaie	378	474	651	1.005	1.262	1.864	2.616	3.635

MALAWI  
(Millions Kwachas)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. <i>Avoirs Extérieurs (Nets)</i>	21.61	-24.25	10.32	-11.33	-85.43	-85.45	-120.03	-167.83
2. <i>Crédits Intérieurs</i>	123.25	164.48	170.59	221.67	292.79	324.54	421.22	495.91
<i>Créances sur l'Etat (Net)</i>	34.40	45.52	34.87	48.59	65.35	83.40	167.22	211.33
<i>Créances sur les organismes publics</i>	32.79	42.41	47.93	50.70	56.45	56.91	62.03	65.46
<i>Créances sur le secteur privé</i>	56.09	76.55	87.79	122.38	170.99	184.23	191.97	219.11
3. <i>Monnaie</i>	73.63	72.80	100.06	93.59	90.59	97.20	114.75	130.81
4. <i>Quasie-Monnaie</i>	48.73	48.24	60.94	74.77	79.50	94.33	126.66	145.57

MAROC  
(Millions de Dirhams)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. <i>Avoirs Extérieurs (Nets)</i>	1.901	1.815	1.805	1.817	1.737	847	-260	1.140
2. <i>Crédits Intérieurs</i>	12.881	15.505	18.858	23.172	26.113	29.796	34.639	34.639
<i>Créances sur l'Etat (Net)</i>	6.558	7.812	10.115	13.560	15.123	17.377	20.198	24.365
<i>Créances sur les organismes publics</i>	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Créances sur le secteur privé</i>	6.323	7.693	8.743	9.612	10.990	12.419	14.441	13.844
3. <i>Monnaie</i>	12.838	15.102	18.002	20.785	23.352	25.312	29.016	10.522
4. <i>Quasie-Monnaie</i>	1.437	1.756	2.179	2.959	3.681	4.649	5.872	20.902

SIERRA-LEONE  
(Millions de Leones)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. <i>Avoirs Extérieurs (Nets)</i>	13.74	-4.91	2.29	-14.12	-26.56	-124.72	-251.57	-274.44
2. <i>Crédits Intérieurs</i>	98.47	151.83	169.80	253.36	327.69	428.21	567.03	753.46
<i>Créances sur l'Etat (Net)</i>	56.68	107.27	119.71	182.38	252.46	333.43	463.86	636.15
<i>Créances sur les organismes publics</i>	0.65	0.84	3.30	6.07	4.23	3.87	3.92	3.58
<i>Créances sur le secteur privé</i>	41.14	43.72	46.79	64.91	71.00	90.91	99.25	113.73
3. <i>Monnaie</i>	60.28	72.10	84.45	107.43	127.50	152.54	151.88	253.22
4. <i>Quasie-Monnaie</i>	31.32	39.83	51.77	71.86	87.03	108.25	115.75	166.42

Source: Statistiques Financières Internationales, FMI.



---

## THE ROLE OF THE IMF IN AFRICA

### SUMMARY

*Economic and social disequilibria together with the crisis experienced by most African countries have been partly caused by economic policy mistakes and structural rigidities compounded by natural disasters. But, the author has particularly emphasized external factors as the main causes of the economic and financial problems of African countries.*

*These problems have been mostly transmitted through foreign demand for exports which has been particularly affected by the drastic drop in the growth of GDP and world trade, by the record levels of inflation, by the collapse of the fixed exchange rate system and by the oil shocks.*

*In this international context, African countries have been particularly affected by the following four major problems analyzed in the paper: (i) deterioration in the terms of trade; (ii) exchange rate fluctuations; (iii) deterioration in foreign payments; and (iv) higher external debt.*

*In fact, it is due to their debt level (in relation to GDP and exports) and structure that African countries were compelled to adopt adjustment measures and have come to perceive funding as part of the adjustment process. Hence the role played by the IMF as a supplier of financial resources to support policies designed and applied within adequate adjustment programmes.*

*It appears that easy foreign financing tends to hide actual economic problems while disequilibria are worsening, thus delaying adjustment measures which become more difficult to apply.*

*The IMF intervenes in a situation which is mostly characterized by the following economic policies: (a) price controls; (b) administrative control of imported goods; (c) subsidization of basic commodity consumption; (d) non remunerative producer prices; (e) overvalued exchange rates; and (f) unbearable budget, public sector and external account deficits.*

*The objectives of IMF programmes in Africa have been clearly presented. They mostly relate to achieving reasonable growth rates, to curbing inflation and to restoring equilibria. The means of action are to be found on both the demand side (financial and monetary measures) and the supply side (exchange rate, interest rate, pricing policy, etc...).*

---

*IMF programmes have yielded mixed results and the explanations supplied by the Fund in this respect have met reservation from African countries which have emphasized other factors, i.e.: (1) exogenous factors, (2) conditionality, (3) insufficient mobilized resources and inadequacy between loan maturities and terms, and (4) analytical and policy approach underlying the adjustment programme and which underestimates socio-economic conditions in the African environment.*

*A confrontation of arguments generally made by recipient countries and those by IMF officials reveals that economic and social situations are not similar and that any generalization would be misleading.*

*Furthermore, it should be noted that opposition to Fund policies actually means opposition to change, as the latter concerns the basis of African countries' policies and, as such, is perceived as interference with their freedom (and sovereignty). In the light of mounting difficulties and lack of short-terms alternatives, African countries are becoming increasingly sensitive to the Fund's arguments but they consider that the adjustment cost will be all the more reduced since the Fund is more generous in extending its assistance and since it agrees to regard African countries as a specific case. The Fund's recognition of specific African economic problems and the increase in the size of its financial assistance raise the difficult issue of the reform of the international monetary system, of which the IMF is both the tool and expression. Admitting that African countries have specific problems is tantamount to accenting integrate the reform of the system into a reform of international trade and financial relations. It also means acknowledging that there are real problems in the size and distribution of international liquidity. And, it finally means realizing that control of the institution and voting power are questions that cannot be avoided forever in the operation of the Fund.*

